

**Nations unies - RDC/MONUSCO -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 09 janvier 2018)

Monsieur le Président,

Je voudrais commencer par remercier le Secrétaire général adjoint au maintien de la paix, M. Jean-Pierre Lacroix, pour sa présentation très éclairante. Nous partageons totalement les recommandations du rapport du Secrétaire général.

Tout d'abord, je souhaiterais, au nom de la France, exprimer notre condamnation ferme des violences commises par les forces de sécurité lors des manifestations du 31 décembre en RDC, qui ont fait plusieurs victimes. La France réitère son appel au respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, notamment le droit d'expression, d'information et de manifestation pacifique, qui est une composante essentielle de la démocratie. Elle rappelle la nécessité d'un usage proportionné de la force dans le cadre du maintien de l'ordre. Nous appelons à cet égard les autorités congolaises à faire toute la lumière sur ces violences, afin que les responsables en répondent devant la justice. Les autorités congolaises ont montré qu'elles pouvaient faire preuve de volontarisme dans la lutte contre l'impunité, à l'exemple de la condamnation récente au Sud-Kivu de 12 individus ayant commis des violences sexuelles.

Monsieur le Président,

Des élections crédibles, transparentes et apaisées permettant une alternance pacifique et démocratique du pouvoir sont nécessaires pour la stabilité de la RDC et de l'ensemble de la région. Nous appelons à cet égard à la tenue effective des élections conformément au calendrier électoral publié le 5 novembre 2017, dans le respect de la Constitution et de l'esprit de consensus qui avait prévalu lors de la signature de l'accord politique du 31 décembre 2016. Nous appelons les autorités congolaises et la Commission électorale nationale indépendante (CENI) à prendre toutes les mesures nécessaires, en particulier pour permettre rapidement la mise en place de l'équipe coordonnée d'experts internationaux en appui au processus électoral et la relance du Projet d'appui au cycle électoral au Congo.

L'accord du 31 décembre 2016 est plus central que jamais car il est la dernière expression d'un consensus national congolais. Sa mise en oeuvre complète est une urgence, s'agissant notamment des mesures de décrispation, indispensables pour réunir les conditions d'élections crédibles et apaisées. Comme le souligne le Secrétaire général, aucun processus électoral crédible ne peut avoir lieu dans un contexte de répression. Il est indispensable que les conditions soient mises en place pour que tous les candidats puissent se déclarer et faire campagne sereinement.

Ceci est d'autant plus important que la situation sécuritaire et humanitaire reste préoccupante, comme l'a indiqué Jean-Pierre Lacroix, et que le blocage du processus politique ne ferait qu'ajouter à cette instabilité qui menace la région. La MONUSCO fait dans ce contexte difficile un travail remarquable et je salue les efforts de la mission pour se reconfigurer et s'adapter au contexte sécuritaire comme aux priorités du mandat.

La MONUSCO est confrontée à des défis importants, comme l'a montré l'attaque de Semuliki, et je tiens ici à réitérer au nom de la France nos condoléances mais aussi notre solidarité à la Tanzanie après le drame qui a frappé ses casques bleus. Cela ne fait que renforcer la nécessité de réaffirmer notre soutien à la MONUSCO et à son évolution. La France est encouragée à cet égard par les orientations claires qui ont été prises.

Je tiens enfin à saluer chaleureusement le magnifique travail effectué par M. Maman Sidikou et à exprimer notre plein et entier soutien à son successeur, Mme Leïla Zerrougui, avec qui nous avons étroitement travaillé dans ses précédentes fonctions et en qui nous avons toute confiance.

Je vous remercie./.